



**PRÉFET
DES VOSGES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Bureau de l'environnement
Place Foch – 88026 EPINAL CEDEX

**Direction du Pilotage et de
l'Animation Interministérielle**

19 SEP. 2022

Arrêté n° 66/2022/ENV du

mettant le GAEC DU LEJOL en demeure de remédier dans des délais déterminés aux non-conformités à la réglementation sur les installations classées, de son site d'élevage installé à Gerbamont (88120), 223, Route de la Chapelle.

Le préfet des Vosges,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

- Vu le code de l'environnement, et notamment l'article L. 171-8 ;
- Vu le décret du Président de la République du 28 octobre 2020 portant nomination du préfet des Vosges – M. SÉGUY (Yves) ;
- Vu l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n°s 2101 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu le rapport et projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure du 1^{er} septembre 2022 de l'inspection des installations classées, concernant le site d'élevage exploité par le GAEC DU LEJOL à Gerbamont (88120), 223, Route de la Chapelle ;
- Vu le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure, adressé par lettre recommandée du 6 septembre 2022, pour observations éventuelles dans le délai de huit jours, au GAEC DU LEJOL, concernant son site d'élevage installé à Gerbamont (88120), 223, Route de la Chapelle ;

Considérant que le GAEC DU LEJOL n'a formulé aucune remarque sur le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure qui lui a été adressé le 6 septembre 2022 par le préfet des Vosges ;

Considérant que l'inspection des installations classées a constaté le 18 juillet 2022 que le GAEC DU LEJOL n'exploitait pas son site d'élevage dans le respect des prescriptions réglementaires qui lui sont applicables et fixées par l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié susvisé ;

Considérant que l'inspection des installations classées a constaté le 18 juillet 2022 que le GAEC DU LEJOL n'exploitait pas son site d'élevage dans le respect des prescriptions réglementaires des articles 4 (dossier installation classée), 5-I (Règles d'implantation), 9 (Nature et risques des produits), 11-II (Stockage

des effluents), 11-III (Tuyauteries et canalisations des effluents), 13 (Moyens de lutte contre l'incendie), 14 (Installations électriques et techniques – Plans – Fiches de données de sécurité), 15 (Stockage des produits de nettoyage et des autres produits dangereux), 23-I (Collecte et stockage des effluents), 23-II (Stockage des effluents hors zone vulnérable), 24 (Collecte des eaux de pluie), 26 (Rejets directs d'effluents), 33 (Déchets et sous-produits animaux) et 34 (Déchets et sous-produits animaux) de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié susvisé ;

Considérant que le site d'élevage en question présente de réels dangers pour l'environnement en raison des nombreuses non-conformités à la réglementation sur les installations classées constatées sur place le 18 juillet 2022 par l'inspection des installations classées ;

Considérant que les dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement stipulent que : *« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. »* ;

Considérant dans ces conditions qu'il convient de mettre le GAEC DU LEJOL en demeure par la voie d'un arrêté préfectoral, de remédier dans des délais déterminés aux non-conformités à la réglementation sur les installations classées, de son site d'élevage installé à Gerbamont (88120), 223, Route de la Chapelle ;

Considérant que sont réunies les conditions légales de prise de l'arrêté préfectoral de mise en demeure ;

Considérant que les prescriptions fixées par le présent arrêté visent à garantir la préservation des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

Arrête

Article 1^{er} – Le GAEC DU LEJOL dont l'adresse est 223, Route de la Chapelle - Gerbamont (88120), est mis en demeure, pour son site d'élevage installé à l'adresse précitée, de respecter dans les délais déterminés ci-après, les articles 4 (dossier installation classée), 5-I (Règles d'implantation), 9 (Nature et risques des produits), 11-II (Stockage des effluents), 11-III (Tuyauteries et canalisations des effluents), 13 (Moyens de lutte contre l'incendie), 14 (Installations électriques et techniques – Plans – Fiches de données de sécurité), 15 (Stockage des produits de nettoyage et des autres produits dangereux), 23-I (Collecte et stockage des effluents), 23-II (Stockage

des effluents hors zone vulnérable), 24 (Collecte des eaux de pluie), 26 (Rejets directs d'effluents), 33 (Déchets et sous-produits animaux) et 34 (Déchets et sous-produits animaux) de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié susvisé.

Pour ce faire, il devra :

Dans le délai de quinze jours à compter de la date de notification du présent arrêté :

- mandater un laboratoire agréé pour faire réaliser des analyses d'eau de rejets,
- justifier d'une date de rendez-vous ferme de prélèvement.

Dans le délai d'un mois à compter de la date de notification du présent arrêté :

- justifier d'une interprétation des résultats d'analyses,
- proposer des mesures correctives à actions immédiates,
- fournir l'ensemble des documents exigés dans le dossier et mentionnés à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié susvisé,
- procéder à l'affichage des consignes de sécurité,
- mettre en place des rétentions suffisantes et adaptées aux produits dangereux détenus.

Dans le délai de trois mois à compter de la date de notification du présent arrêté :

- justifier et argumenter la collecte des jus et eaux de ruissellement issus de la fumière (à moins de 35 mètres du cours d'eau),
- réaliser ou faire réaliser un bilan d'étanchéité des canalisations et tuyauteries,
- prévoir et réaliser des plateformes adaptées à l'enlèvement des cadavres par le service d'équarrissage pour les petits et gros animaux.

Article 2 – Le GAEC DU LEJOL dont l'adresse est 223, Route de la Chapelle - Gerbamont (88120), est mis en demeure, pour son site d'élevage installé à l'adresse précitée, de présenter des documents conformément aux articles R. 512-46-23-II et R. 512-69 du code de l'environnement.

Pour ce faire, il devra :

Dans le délai d'un mois à compter de la date de notification du présent arrêté :

- présenter une déclaration d'accident.

Dans le délai de six mois à compter de la date de notification du présent arrêté :

- déposer un dossier de modification notable de l'installation,
- déposer une demande d'enregistrement pour la rubrique 2101-2-b.

Article 3 – Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 – Le secrétaire général de la préfecture et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au GAEC DU LEJOL et dont une copie sera adressée pour information au maire de Gerbamont.

Fait à Epinal, le

19 SEP. 2022

Le Préfet,

Par déléation, le Sous-Préfet,
Secrétaire Général

David PERCHERON

Délais et voies de recours - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nancy dans le délai de deux mois à compter de sa notification.